

The CaDRi Partnership

Capacity for Disaster Reduction Initiative

Crédits photos : UNICEF Côte d'Ivoire (couverture); UNDP Côte d'Ivoire (intérieur gauche); UNDP Côte d'Ivoire (intérieur droit)/CADRI ©2020

The CaDRi Partnership
Capacity for Disaster Reduction Initiative

UNE PUBLICATION DU PARTENARIAT CADRI

CÔTE D'IVOIRE

UNE REFORME INSTITUTIONNELLE EN MARCHÉ POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

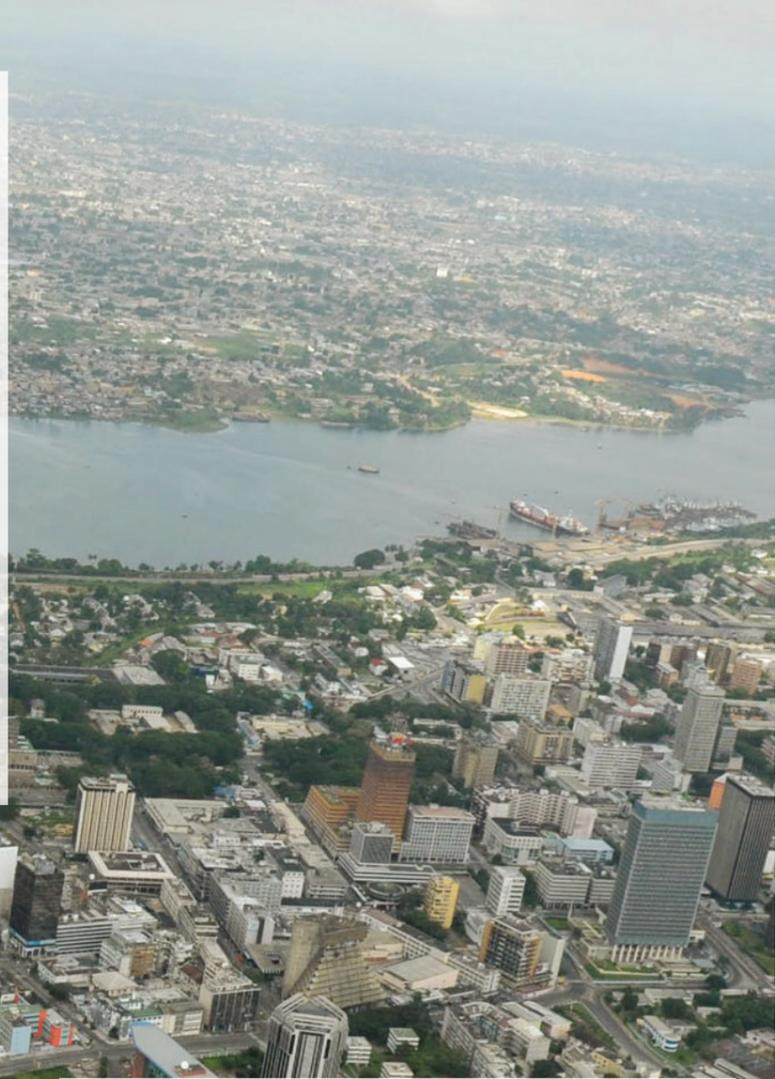


Country
Story
2015



CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ

Premier producteur et exportateur mondial de cacao et de noix de cajou, la Côte d'Ivoire enregistre un succès économique remarquable mais doit également protéger sa population et son économie de l'impact des catastrophes et du changement climatique. L'urbanisation galopante et la déforestation contribuent à augmenter la vulnérabilité aux catastrophes. Tous les secteurs sont concernés. Le secteur productif est affecté par les sécheresses prolongées et par les feux de brousse. La sécheresse est également un enjeu pour le secteur énergétique. Le tourisme est affecté par l'érosion côtière et les inondations en résultant.



“ La mission d'appui CADRI a apporté une contribution significative au renforcement des capacités techniques des experts du gouvernement en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC). CADRI a contribué à renforcer la coordination et la cohérence entre les acteurs (gouvernement, Nations Unies, ONGs, partenaires financiers et de développement). Le processus a été très inclusif et participatif. Et ainsi a contribué à clarifier « qui fait quoi » dans la réduction des risques de catastrophes. ”

Abé Delfin Ochou
Ministère de l'Hygiène, de l'Environnement et
du Développement Durable
Point Focal du Cadre de Sendai

UN BESOIN DE RÉFORME

A la demande du gouvernement, le Partenariat CADRI a appuyé une évaluation multi-sectorielle des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe qui a couvert Abidjan, Grand Lahou, dans le district des Lagunes, et le District des Montagnes. Cette évaluation a notamment mis en évidence la nécessité d'une réforme institutionnelle, ainsi que le besoin d'élaborer des outils d'intégration de mesures de réduction des risques dans les investissements publics et privés.

VERS UNE PLATEFORME NATIONALE RRC FONCTIONNELLE

Sur la base de cette évaluation, un Plan d'Action National pour la RRC (2016-2020) a été élaboré et le décret établissant la Plateforme Nationale RRC sous l'égide du Premier Ministre a été approuvé. Une allocation de 4 millions de dollars a servi à renforcer la réponse aux urgences, un plan de contingence multisectoriel a été approuvé pour faire face aux inondations et les évaluations environnementales stratégiques prennent maintenant en compte la réduction des risques de catastrophes.

